

**COMMUNE DE  
VULLY-LES-LACS**



**Règlement sur la  
distribution de l'eau**

## I. Disposition générale

### **Art. 1**

<sup>1</sup>La distribution de l'eau dans la Commune de Vully-les-Lacs est régie par la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau (LDE) et par les dispositions du présent règlement.

<sup>2</sup>L'exécution des tâches relevant de la réglementation sur la distribution de l'eau est du ressort de la Municipalité. Celle-ci peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un service compétent de la commune.

## II. Abonnements

### **Art. 2.**

<sup>1</sup>L'abonnement est accordé au propriétaire.

<sup>2</sup>Si les installations techniques le permettent et avec l'assentiment écrit du propriétaire, l'abonnement peut être accordé directement à un locataire ou à un fermier. Le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la commune.

### **Art. 3.**

<sup>1</sup>Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la Commune présente à la Municipalité une demande écrite, signée par lui ou son représentant.

<sup>2</sup>Cette demande indique:

- a) le lieu de situation du bâtiment;
- b) sa destination;
- c) ses dimensions, (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets;)
- d) le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution;
- e) l'emplacement du poste de mesure;
- f) le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

### **Art. 4.**

<sup>1</sup>L'abonnement est accordé par la Municipalité. Un exemplaire du règlement et le tarif sont remis à l'abonné.

### **Art. 5.**

<sup>1</sup>Si l'abonnement est résilié, la Municipalité fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur au frais du propriétaire.

<sup>2</sup>En règle générale la prise sur la conduite principale est supprimée, au frais du propriétaire, et la Commune dispose de la vanne de prise.

### **Art. 6.**

<sup>1</sup>Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux; demeurent réservées les conventions contraires.

<sup>2</sup>Le propriétaire communique à la Municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

**Art. 7.**

<sup>1</sup>En cas de transfert d'abonnement, l'ancien abonné en informe immédiatement la Municipalité et lui remet le relevé du poste de mesure.

<sup>2</sup>Jusqu'au transfert de son abonnement au nouvel abonné, l'ancien abonné demeure seul responsable à l'égard de la Commune; celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouvel abonné.

**III. Mode de fourniture et qualité de l'eau**

**Art. 8.**

<sup>1</sup>L'eau est fournie au compteur.

<sup>2</sup>Dans des cas spéciaux, la Commune peut toutefois adopter un autre système de fourniture.

<sup>3</sup>Le compteur est relevé annuellement aux conditions de l'art. 18.

**Art. 9.**

<sup>1</sup>L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garantie quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

**Art. 10.**

<sup>1</sup>La Municipalité, d'entente avec le service cantonal en charge du domaine de la distribution de l'eau potable, sont seuls compétents pour décider si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif.

<sup>2</sup>La Municipalité peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

**IV. Concessions**

**Art. 11.**

<sup>1</sup>L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la Municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures.

<sup>2</sup>La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE) et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

**Art. 12**

<sup>1</sup>L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la Municipalité une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SSIGE mentionnée à l'article 11 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.



### **Art. 13**

<sup>1</sup> Si la Municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir de conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.

<sup>2</sup> Lorsque les conditions d'obtention de la concession ne sont plus remplies, la Municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

## **V. Compteurs**

### **Art. 14.**

<sup>1</sup> Le compteur appartient à la Commune qui le remet en location à l'abonné.

<sup>2</sup> Le compteur est posé par l'entrepreneur concessionnaire, aux frais de l'abonné.

### **Art. 15.**

<sup>1</sup> Le compteur, doit être placé dans un endroit facilement accessible, à l'abri du gel et avant toute prise propre à débiter de l'eau.

<sup>2</sup> Il est interdit à toute personne qui n'est pas autorisée par la Municipalité de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le poste de mesure. En cas d'avarie, l'abonné en avise immédiatement la Municipalité qui pourvoit au nécessaire.

### **Art. 16.**

<sup>1</sup> L'abonné prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du poste de mesure ou d'avarie, s'évacue d'elle-même sans occasionner de dégâts.

<sup>2</sup> Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations intérieures. Si le poste de mesure est endommagé par suite d'un fait dont répond l'abonné, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement.

### **Art. 17.**

<sup>1</sup> Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.

<sup>2</sup> L'abonné est taxé sur toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond la commune.

### **Art. 18.**

<sup>1</sup> En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du poste de mesure, quelle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation annuelle des deux années précédentes qui fait foi, à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact.

### **Art. 19.**

<sup>1</sup> L'abonné a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.

<sup>2</sup> Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant, en plus ou en moins, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la commune et les factures établies sur la base du dernier relevé du compteur sont rectifiées au profit de la partie lésée.

<sup>3</sup>Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

<sup>4</sup>Toute réclamation concernant le relevé des compteurs doit être formulée par écrit à la Municipalité dans les 30 jours qui suivent la présentation de la facture; passé ce délai, elle ne pourra plus être prise en considération.

#### **Art. 20.**

<sup>1</sup>La relevé de l'index du compteur sera effectué annuellement par l'abonné à réception d'une carte réponse envoyée par la Commune.

<sup>2</sup>La Municipalité ou son représentant se réserve le droit de contrôler l'exactitude des relevés transmis par l'abonné.

<sup>3</sup>Les abonnés doivent en tout temps donner aux agents de la Commune libre accès aux compteurs.

<sup>4</sup>Tout immeuble possédant plusieurs appartements ne sera en principe pourvu que d'un seul compteur et la facture d'eau sera adressée au propriétaire ou, dans le cas d'une PPE, à son représentant désigné.

## **VI. Réseau principal de distribution**

#### **Art. 21.**

<sup>1</sup>Le réseau principal de distribution appartient à la Commune. Il est établi et entretenu à ses frais.

#### **Art. 22.**

<sup>1</sup>Les captages, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des Ingénieurs et architectes (SIA) et de la SSIGE.

#### **Art. 23.**

<sup>1</sup>La Commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau jusqu'à concurrence du débit disponible.

<sup>2</sup>Elle maintient la réserve intégrale destinée à la lutte contre l'incendie.

<sup>3</sup>Elle contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages; elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté.

#### **Art. 24.**

<sup>1</sup>Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au Registre foncier en faveur de la Commune et à ses frais.

#### **Art. 25.**

<sup>1</sup>Seules les personnes autorisées par la Municipalité ont le droit de manœuvrer les vannes de secteur et les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution.

#### **Art. 26.**



<sup>1</sup>En cas d'incendie ou d'exercice, le Service du feu dispose des installations de bornes-hydrantes, d'entente avec le Service des eaux.

#### **Art. 27.**

<sup>1</sup>Seuls les organes du Service du feu peuvent utiliser les bornes-hydrantes. En règle générale, l'eau ne peut être prélevée des bornes-hydrantes qu'en cas d'incendie ou d'exercice du Service du feu.

<sup>2</sup>Lors de circonstances particulières, la Municipalité peut autoriser des exceptions, à condition que les instructions données soient strictement observées.

<sup>3</sup>La mise en service des bornes-hydrantes et l'accès des vannes doivent être possible en tout temps, sans jamais être gênés ou empêchés par des objets en dépôt.

<sup>4</sup>L'hiver, la Commune veillera à dégager de la neige toutes les bornes-hydrantes.

## **VII. Installations extérieures**

#### **Art. 28.**

<sup>1</sup>Les installations extérieures, dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure, défini à l'article 30 appartiennent au propriétaire, sous réserve de l'article 12 alinéa 1. Elles sont établies et entretenues à ses frais.

<sup>2</sup>Les travaux d'établissement et d'entretien doivent être exécutés par un entrepreneur concessionnaire et selon les directives de la SSIGE.

#### **Art. 29.**

<sup>1</sup>L'eau doit être utilisée exclusivement pour les besoins de l'immeuble raccordé et il est interdit de laisser brancher une prise sur la conduite.

#### **Art. 30.**

<sup>1</sup>Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.

<sup>2</sup>Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.

<sup>3</sup>Demeurent réservées les dispositions de l'article 29, alinéa 3.

#### **Art. 31.**

<sup>1</sup>Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 23 est applicable à ces vannes de prise.

<sup>2</sup>Les propriétaires sont solidairement responsables des installations communes. Ils doivent régler leurs droits et obligations réciproques en inscrivant au registre foncier une servitude précisant la répartition des frais de construction et d'entretien de ces installations communes.

<sup>3</sup>Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

**Art. 32.**

<sup>1</sup>Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.

<sup>2</sup>Ce poste comporte:

- a) un compteur.
- b) deux robinets d'arrêt, dont un sans purge placés avant le compteur et un avec purge placé après le compteur, qui peuvent être manœuvrés par le propriétaire;
- c) un clapet de retenue peut être exigé par la Municipalité, rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau;
- d) d'autres appareils de sécurité tels que filtres, réducteurs de pression qui peuvent être imposés par la Commune.

**Art. 33.**

L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire; s'il y a lieu, la Commune peut exiger à ce sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

## **VIII. Installations Intérieures**

**Art. 34.**

<sup>1</sup>Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au propriétaire. Elles sont établies et entretenues à ses frais.

<sup>2</sup> Les travaux d'établissement et d'entretien doivent être exécutés par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire et selon les directives de la SSIGE. Par entrepreneur qualifié, on entend un entrepreneur au bénéfice d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la SSIGE. S'il s'agit de travaux d'entretien uniquement, une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'entretien » est suffisante. La liste des installateurs agréés est disponible via le registre publié par la SSIGE sur son site internet.

<sup>3</sup>L'entrepreneur doit renseigner la Commune sur les nouvelles installations, ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

**Art. 35.**

<sup>1</sup>Les propriétaires qui contractent des polices d'assurance pour dégâts d'eau, doivent prendre en considération les installations intérieures. Ils sont tenus de les porter dans leur police d'assurance pour dégâts d'eau.

## **IX. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures**

**Art. 36.**

<sup>1</sup>La Commune peut fixer le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures et intérieures.

<sup>2</sup>La Commune ne livre l'eau que lorsque les installations sont conformes aux prescriptions.



**Art. 37.**

<sup>1</sup>Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessitent des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

**Art. 38.**

<sup>1</sup>En cas d'incendie, les usagers doivent momentanément s'abstenir de soutirer de l'eau pour leurs besoins privés.

**Art. 39.**

<sup>1</sup>Le raccordement d'installations alimentées par la commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la Municipalité et moyennant la mise en place de mesures ad hoc pour la protection du réseau communal (disconnecteur ou jet libre).

## **X. Interruptions**

**Art. 40.**

<sup>1</sup>La Commune prévient autant que possible les propriétaires de toute interruption dans le service de distribution.

<sup>2</sup>Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution, ou d'installations extérieures ou intérieures, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'art. 17 LDE, (incendie, sécheresse, guerre), ne confèrent à l'abonné aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la Commune.

**Art. 41.**

<sup>1</sup>L'abonné prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

**Art. 42.**

<sup>1</sup>Dans le cas de force majeure au sens de l'art. 17 LDE, la Municipalité a le droit de prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables, et le ravitaillement en eau de la population.

## **XI. Taxes**

**Art. 43.**

<sup>1</sup>En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution, il est perçu du propriétaire une taxe unique de raccordement.

<sup>2</sup>Tout bâtiment reconstruit après démolition complète et volontaire d'immeubles préexistants est assimilé à un cas de nouveau raccordement et assujéti à la taxe unique de raccordement,



déduction faite des surfaces habitables démolies annoncées auparavant, et validée par la Municipalité.

**Art. 44.**

<sup>1</sup>Lorsque des travaux de transformation soumis à permis de construire ont été entrepris dans un bâtiment déjà raccordé, il est perçu du propriétaire un complément de taxe unique de raccordement.

<sup>2</sup>Tout bâtiment reconstruit après sinistre, ou démolition partielle d'immeubles préexistants, est assimilé à un cas de transformation et assujéti au complément de taxe unique de raccordement.

**Art. 45.**

<sup>1</sup>En contrepartie de l'utilisation du réseau principal de distribution et de l'équipement y afférent, il est perçu de l'abonné une taxe de consommation, une taxe d'abonnement annuelle ainsi qu'une taxe de location pour les appareils de mesure.

<sup>2</sup>La taxation intervient une fois par année. Des acomptes peuvent être perçus.

**Art. 46.**

<sup>1</sup>La Municipalité fixe le terme d'échéance de ces différentes taxes.

**Art. 47.**

<sup>1</sup>Les dispositions figurant à l'annexe du présent règlement fixent les modalités de calcul de ces différentes taxes et complètent, dans la mesure nécessaire, les articles 41 à 44.

<sup>2</sup>L'annexe fait partie intégrante du présent règlement.

## **XII. Dispositions finales**

**Art. 48.**

<sup>1</sup>Les infractions au présent règlement sont passibles d'amende et poursuivies conformément à la loi sur les contraventions.

**Art. 49.**

<sup>1</sup>La loi sur la procédure administrative est applicable, sous réserve des dispositions des articles 46 et suivants de la loi sur les impôts communaux (LCom).

**Art. 50.**

<sup>1</sup>Les recours dirigés contre les décisions en matière de taxes doivent être portés dans les trente jours devant la Commission communale de recours en matière d'impôts selon ce que prévoient les articles 46 et suivants LCom.

<sup>2</sup>Les recours dirigés contre les autres décisions doivent être portés dans les trente jours devant la Municipalité s'il s'agit d'une décision du service compétent de la commune en vertu de la délégation prévue à l'article 1 alinéa 2 ou alors devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal s'il s'agit d'une décision de la Municipalité.

**Art. 51.**

<sup>1</sup>Le prix de l'eau fournie dans une mesure qui excède les obligations légales de la commune est fixé par la Municipalité dans le cadre de la convention de droit privé qu'elle passe à cet effet avec le consommateur, conformément à l'article 5 alinéa 2 LDE.

<sup>2</sup>Ces conventions sont soumises à la procédure civile, en dérogation aux articles 49 et 50.

<sup>3</sup>Pour les situations standardisées, comme par exemple pour l'eau de construction ou pour l'eau prélevée temporairement aux bornes-hydrantes, la Municipalité peut établir un tarif spécial « Hors obligations légales » et, cas échéant, fixer des dispositions d'exécution.

<sup>4</sup>Ce tarif spécial « Hors obligations légales » vaut contrat d'adhésion de droit privé.

**Art. 52.**




<sup>1</sup>Le présent règlement entrera en vigueur après avoir été approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement ainsi que le délai référendaire et le délai de requête à la Cour constitutionnelle échus.

<sup>2</sup>Le présent règlement abroge et remplace dès cette date le règlement sur la distribution de l'eau du 18 avril 2012.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 28 juin 2016



Le Syndic		Le Secrétaire
		
B. Clerc		S. Baumann

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 27 septembre 2016

Le Président		Le Secrétaire
		
F. Failloubaz		A. Rochat

Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement

Date : 7 NOV. 2016

	
	- 10 -



## Commune de Vully-les-Lacs

### REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

#### Annexe

##### Art. 1

<sup>1</sup>La présente annexe complète le règlement communal sur la distribution de l'eau. Elle en fait partie intégrante.

##### Art. 2

<sup>1</sup>La présente annexe fixe les modalités de calcul et le taux maximal de la taxe unique de raccordement, du complément de taxe unique de raccordement, de la taxe de consommation, de la taxe d'abonnement annuelle et de la taxe de location pour les appareils de mesure.

<sup>2</sup>Ces modalités de calcul et taux maximaux ne comprennent pas la TVA.

##### Art. 3

<sup>1</sup>La taxe unique de raccordement est calculée par m<sup>2</sup> de surface brute de plancher utile.

<sup>2</sup>Cette surface est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la norme ORL 514 420.

<sup>3</sup> La taxation définitive intervient dès la délivrance du permis d'habiter. La Municipalité est habilitée à percevoir un acompte de 100 % lors de la délivrance du permis de construire en se référant aux indications figurant dans la demande de permis.

<sup>4</sup>Le taux de la taxe unique de raccordement s'élève par m<sup>2</sup> de surface brute de plancher utile au maximum à :

- a) Fr. 44.— pour les surfaces affectés au logement ;
- b) Fr. 22.— pour les surfaces affectés à l'artisanat ou à l'industrie. La surface excédant 200m<sup>2</sup> pour un seul et même bâtiment n'est plus prise en compte.
- c) Fr. 22.-- pour les bâtiments ayant d'autres affectations que celles mentionnées ci-dessus.

##### Art. 4

<sup>1</sup>Le complément de taxe unique de raccordement est perçu sur l'augmentation de la surface brute de plancher utile résultant des travaux de transformation.

<sup>2</sup>Le taux du complément de taxe unique de raccordement est identique à celui fixé pour la taxe unique de raccordement.

##### Art. 5

<sup>1</sup>La taxe de consommation est calculée sur le nombre de m<sup>3</sup> d'eau consommé.

<sup>2</sup>Le taux de la taxe de consommation s'élève au maximum à Fr. 1.35 par m<sup>3</sup> d'eau consommé.

<sup>3</sup> Pour les résidences secondaires dépourvues d'un poste de mesure, une taxe forfaitaire d'au maximum Fr. 200.- sera perçue par abonnement.

<sup>4</sup> La taxe de consommation est calculée sur le nombre de m<sup>3</sup> d'eau supplémentaires à ceux inclus dans la taxe d'abonnement annuelle.

##### Art. 6

<sup>1</sup> La taxe d'abonnement annuelle est calculée par unité locative.

<sup>2</sup> Par unité locative, on entend tout ensemble de locaux formant une unité d'habitation



indépendante (avec cuisine, salle d'eau, wc et une ou plusieurs pièces). Pour les autres cas, notamment les locaux commerciaux, industriels ou d'utilité publique, une unité locative est comptabilisée pour chaque tranche de 250 m<sup>3</sup> d'eau consommée.

<sup>3</sup> Le taux de la taxe d'abonnement annuelle s'élève au maximum à Fr.80.- par unité locative.

4 La taxe annuelle d'abonnement inclut la fourniture forfaitaire de 60m<sup>3</sup> d'eau par unité locative.

#### Art. 7

<sup>1</sup> La taxe de location pour les appareils de mesure est calculée en fonction du calibre du compteur.

<sup>2</sup> Le taux de la taxe de location pour les appareils de mesure s'élève annuellement au maximum à :

- a) Fr. 22.--... pour un compteur de diamètre nominal (DN) 20 mm ou de ¾ pouce ;
- b) Fr. 30.--... pour un compteur de DN 25 mm ou de 1 pouce ;
- c) Fr. 36.--... pour un compteur de DN 32 mm ou de 1¼ pouce ;
- d) Fr. 44.--... pour un compteur de DN 40 mm ou de 1½ pouce ;
- e) Fr. 50.--... pour un compteur supérieur à DN 40 mm ou à 1½ pouce.

#### Art. 8

<sup>1</sup>La compétence tarifaire de détail est déléguée à la Municipalité qui fixe le taux des différentes taxes dans le respect des valeurs maximales définies aux articles précédents.

<sup>2</sup>Le tarif de détail ainsi fixé par la Municipalité est affiché au pilier public. Il entre en vigueur à l'échéance du délai de requête à la Cour constitutionnelle, soit vingt jours à compter de cet affichage.

#### Art. 9

Pour les bâtiments affectés à l'agriculture sis hors zone constructible, le propriétaire paie le 100% du raccordement. Les éventuelles subventions perçues lui sont entièrement dévolues. La commune verse le montant intégral de la subvention dans un délai de maximum 30 jours après sa perception.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 28 juin 2016

Le Syndic :



B. Clerc



La Secrétaire :



S. Baumann

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 27 septembre 2016

Le Président :



F. Failloubaz



La Secrétaire :



A. Rochat

Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement

Date : 7 NOV. 2016

*J. de Ameller*



